

La question d'une élection générale

Le samedi 18 courant, à Toronto, au cours d'un dîner qui inaugurerait le congrès de quatre jours du conseil de la Fédération du commonwealth coopératif pour l'Ontario, M. E.B. Jolliffe, chef provincial de ce groupe, a prédit une élection fédérale prochaine. Il a donné comme signes avant-coureurs des événements futurs les succès que son parti a remportés dans la province d'Ontario. D'après un rapport, M. Jolliffe aurait prononcé les paroles suivantes: "La prochaine élection fédérale est la plus importante de l'histoire du peuple canadien. La province d'Ontario est le pivot qui déterminera les résultats de la prochaine élection qui peut maintenant avoir lieu d'un moment à l'autre." On rapporte qu'il aurait tenu au sujet du gouvernement d'Ottawa les propos suivants: "Il peut tenir une élection en vitesse dans l'espoir que les électeurs appuieront encore une fois l'administration King plutôt que de changer de monture au milieu du ruisseau." On dit aussi que M. Jolliffe a invité son parti "à mener la campagne fédérale avec une énergie et une détermination sans précédent." Voilà pour les paroles prononcées, d'après les rapports, au cours de ce dîner. Le rapport de la Presse canadienne se termine ainsi: "A la réunion d'aujourd'hui, tenue à huis clos, on organise une campagne en vue d'étendre à toutes les circonscriptions de l'Ontario les activités du parti."

Pour les forces armées canadiennes en service outremer, la présente année et toute la période qui doit suivre représente, de toute évidence, sinon le milieu du ruisseau de la guerre, du moins et certainement son courant le plus violent et le plus dangereux. Si transporté qu'il soit, à la suite des récents succès de son parti lors de la campagne provinciale d'Ontario, M. Jolliffe se rend compte qu'une élection immédiate dans le domaine fédéral différerait beaucoup de la récente campagne provinciale d'Ontario. Il lui appert, même avec son expérience politique limitée, que la population canadienne n'est pas prête à remplacer l'administration actuelle par un gouvernement de la Fédération du commonwealth coopératif pour traverser la période de guerre. Si, en effet, une élection devait avoir lieu demain, la population du Canada ne serait pas plus disposée que celles de l'Afrique du Sud, de l'Australie, et de la Nouvelle-Zélande où des élections ont eu lieu au cours de la guerre actuelle, à